

Note d'information de l'Institut Milton Friedman :

**TERRES INFERTILES : LES SANCTIONS SUR LES ENGRAIS SAPENT
L'AGRICULTURE DE L'UE**

Point Clés

- **L'Institut Milton Friedman s'oppose fermement aux nouvelles sanctions européennes sur les importations d'engrais russes. Ces mesures représentent un interventionnisme étatique nuisible qui déformera les marchés.**
- **De nouvelles sanctions sur les engrais seront introduites alors que des mesures supplémentaires visant le gaz naturel et l'ammoniac — deux ingrédients clés de la production d'engrais — sont à l'étude, risquant de provoquer une nouvelle flambée des prix comme en 2022.**
- **Plus important encore, elles pénaliseront les agriculteurs, les consommateurs et les entreprises européens, risquant un auto-préjudice économique sans résoudre efficacement le conflit en Ukraine.**
- **Des forces protectionnistes cherchent à renforcer la politique de sanctions, mais il n'est pas certain qu'elles se préoccupent du bien-être des agriculteurs ou des citoyens de l'UE.**
- **Le libre-échange a apporté plus de 50 ans de prospérité au monde. En cette période d'incertitude commerciale, le monde a besoin de davantage de libre-échange, et non du contraire.**



Introduction

Dans une [lettre](#) de janvier adressée à Kaja Kallas, haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, les gouvernements finlandais et suédois ont proposé une « interdiction complète des importations d'engrais russes dans l'UE » dans le cadre du 20^e paquet de sanctions contre la Russie. Ces sanctions pourraient être adoptées dès février.

La Russie est un fournisseur majeur d'engrais pour les marchés du monde entier. L'Europe dépend de la Russie pour plus [d'un quart](#) de toutes ses importations d'engrais. Des chiffres similaires existent en Afrique ([20 %](#)) et aux États-Unis ([18 %](#)).

Si elles sont adoptées, les conséquences seront sévères : les prix des engrais augmenteront, les agriculteurs réduiront leur production et perdront en rentabilité et en compétitivité mondiale. Les consommateurs européens feront face à davantage d'inflation et à une hausse des importations alimentaires.

En outre, ce sont les grands États agricoles — principalement la France et l'Italie — qui ressentiront le plus fortement ces effets.

Combinées à de nouvelles sanctions sur l'énergie (gaz naturel) et l'ammoniac, ces mesures devraient augmenter considérablement le coût des engrais et des denrées alimentaires.

De nouvelles restrictions signifient des hausses immédiates des prix

Les nouvelles restrictions sur les engrais russes auront un effet négatif profond sur l'économie européenne. Les engrais représentent une part importante des dépenses des agriculteurs européens. Une offre restreinte de la part du principal fournisseur mondial entraînerait des prix plus élevés pour les consommateurs, des profits plus faibles pour les agriculteurs et une menace pour des secteurs entiers comme la production alimentaire.

En 2022, l'UE avait déjà ciblé la potasse (engrais potassique), certaines personnes russes et restreint le transit d'engrais russes [sur EU territoire](#), ce qui avait immédiatement mis sous pression l'approvisionnement mondial.



Les sanctions pourraient faire augmenter les coûts des engrais en Europe à court terme [jusqu'à 80 %](#). Comme d'autres mesures protectionnistes, une interdiction totale modifierait rapidement l'ensemble du marché. Lorsque les sanctions ont été introduites pour la première fois, [les prix des fertilisants ont fortement grimpé](#) : en trois mois, le prix de référence de la potasse a bondi de 53 %.

Menaces supplémentaires sur le gaz et l'ammoniac

Le 20^e paquet de sanctions propose également de nouvelles restrictions sur les importations d'énergie russe (notamment via l'interdiction de certains services de transport maritime) ainsi que des plafonds ou quotas sur l'ammoniac.

Ensemble, ces mesures auront un impact significatif sur la production d'engrais azotés en Europe. Le gaz naturel est un intrant essentiel pour produire l'ammoniac, composant clé de ces engrais.

Limiter simultanément ces ingrédients fera grimper les coûts. Au cours des 12 derniers mois, [les prix de l'ammoniac ont fortement augmenté](#), tandis que la hausse récente des prix du gaz [accentue la pression](#).

Les impacts sur les agriculteurs européens seront sévères

Les agriculteurs ne sont pas en mesure d'absorber ces chocs. Les engrais représentent généralement environ 6 % de leurs coûts. Les sanctions ont presque triplé les prix, [ajoutant environ 12 % aux coûts de production](#) agricole, une grande partie de cette hausse étant répercutée tout au long de la chaîne.

Les effets furent si importants que [l'UE a ajusté son approche fin 2022](#), autorisant les États membres à faciliter les expéditions et à débloquer certains actifs russes.

A ce jour, un agriculteur français moyen cultivant du blé non dur consacre près de 14 % de son budget aux engrais. Une hausse supplémentaire de 0,5 % pourrait faire [passer la production au-delà du seuil de rentabilité](#).



L'inflation des prix nuira immédiatement aux consommateurs

Lorsque les coûts agricoles augmentent, l'impact se diffuse dans toute la chaîne d'approvisionnement. Les céréales, légumes et aliments transformés deviennent plus chers, tandis que la viande et les produits laitiers peuvent augmenter indirectement en raison de la hausse des coûts de l'alimentation animale.

Le FMI estime qu'une hausse de 10 % des prix des engrais entraîne environ [7 % d'augmentation des prix des céréales au trimestre suivant](#).

Les prix des engrais sont déjà 20 % plus élevés qu'en 2024. Les nouvelles sanctions pourraient faire grimper les prix des céréales jusqu'à 13 % et l'inflation globale d'environ 1,5 %. En 2022, l'inflation du pain dans l'UE a atteint 18 % sur un an, [bien au-delà de l'inflation générale](#).

L'UE perdra en compétitivité agricole

Le manque d'engrais abordables risque de réduire leur utilisation de la part des agriculteurs, entraînant une baisse des rendements et de la qualité des cultures. Des responsables européens ont averti que les pénuries pourraient signifier « [moins de production agricole](#) » et « moins de nourriture ».

Ce phénomène sera aggravé par les récents accords commerciaux conclus avec l'Indonésie, le Mercosur et l'Inde, ainsi que par les négociations avec la Thaïlande et les Philippines — des producteurs très efficaces et orientés vers l'exportation.

D'autres politiques, notamment dans le cadre du Green Deal, [érodent également la compétitivité](#).

Fin 2022, les prix européens de certains produits dépassaient largement les prix mondiaux : le sucre blanc de l'UE a augmenté de 50 %, provoquant une hausse de 34 % des importations et une chute de 31 % des exportations.

La combinaison des sanctions sur le GNL et l'ammoniac représente un autre risque : la flambée du gaz en 2022 a entraîné des pertes drastiques pour les producteurs d'ammoniac et une réduction de la capacité de production en Europe.



Une efficacité géopolitique limitée

Il existe peu de preuves empiriques que les mesures commerciales protectionnistes produisent des résultats géopolitiques concluants. Les politiques protectionnistes réussissent à limiter le libre marché et à perturber les mécanismes naturels du marché, mais elles sont bien moins efficaces pour obtenir des résultats en temps de guerre. Plus un embargo commercial est étendu, plus le temps et le coût des ajustements sont importants pour le pays qui impose les sanctions. Les importateurs devront : rechercher des approvisionnements de remplacement ; supporter le coût plus élevé des matières premières ; reconfigurer les routes d'approvisionnement et les infrastructures.

Trouver l'équilibre entre infliger des dommages économiques à la cible des sanctions sans imposer de préjudices économiques significatifs à sa propre économie relève davantage de l'art que de la science. Voici trois exemples :

- Des sanctions commerciales ont été imposées pour la première fois contre le gouvernement de l'Afrique du Sud à la fin des années 1970. Toutefois, leur impact initial a été limité dans la mesure où l'Afrique du Sud était un producteur important de matières premières énergétiques (c'est-à-dire le charbon) ainsi que d'or. Il a été avancé que les sanctions sur les biens ont eu un impact limité, tandis que le désinvestissement a joué un rôle plus significatif.
- De sévères sanctions ont été imposées contre l'Irak à la suite de son occupation du Koweït dans les années 1990. L'économie irakienne a subi des dommages considérables ; toutefois, cela a conduit à un véritable « doublement de la mise » de la position politique adoptée par l'Irak, culminant avec une invasion militaire à grande échelle de l'Irak par les forces alliées. Cela indiquerait que, bien que les sanctions puissent réussir en termes de résultats économiques, elles peuvent ne pas atteindre en définitive l'objectif politique recherché.
- Des sanctions ont été mises en œuvre contre l'Iran pour la poursuite du développement de ses capacités nucléaires par l'Union européenne et les États-Unis. Ces sanctions comportaient deux volets. Premièrement, un embargo sur le pétrole iranien ; deuxièmement, l'exclusion de l'Iran du réseau SWIFT (Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication) et de l'utilisation de ses services. Cela a rendu les transactions financières et le commerce bilatéral particulièrement difficiles pour toutes les entités iraniennes et leurs partenaires commerciaux.



Les observateurs ont relevé, à partir de cet exemple précis, que l'impact des sanctions dispose d'une fenêtre temporelle limitée. Les sanctions ont un impact significatif au cours des deux premières années de leur mise en œuvre, mais les économies et les acteurs économiques finissent par s'adapter aux nouvelles conditions et peuvent éloigner davantage un système politique de l'objectif politique recherché, en encourageant des comportements nationalistes et de « dirigeants forts ».

L'Italie et la France en paieront le prix le plus lourd

La proposition de sanctions émane des membres d'Europe du Nord, la Suède et la Finlande. Dotés de secteurs agricoles plus restreints, les pays d'Europe du Nord sont moins exposés aux coûts des intrants agricoles et sont peu susceptibles de subir les mêmes conséquences que leurs homologues européens dépendants de l'agriculture ainsi que les pays en développement. En d'autres termes, la Suède et la Finlande ne ressentiront pas la même douleur économique.

Le résumé du Plan stratégique de la PAC de la Suède établi par la Commission indique que le secteur primaire représente [moins de 1 % du PIB total de la Suède](#). Pour la Finlande, la Commission évalue l'agriculture, la foresterie et la pêche à 2,8 % du PIB total. La part de [l'emploi agricole](#) s'élève à 1,3 % en Suède et à 3,2 % en Finlande. En Italie et en France, [l'emploi agricole est plus proche de 3,6 %](#).

L'Italie et la France ont déjà formulé des objections à l'augmentation des prix des engrais importés imposée par le biais du [mécanisme d'ajustement carbone](#) aux frontières. Aller de l'avant est donc susceptible de compromettre une position unanime sur la réponse au conflit – ce qui est précisément ce que souhaite Moscou.

Une manœuvre protectionniste de la Norvège

En outre, il est clair qu'il y a des forces en dehors de l'UE qui cherchent à tirer parti des sanctions contre la Russie – malgré leur coût pour les économies de l'UE. La Norvège abrite Yara International, l'une des plus grandes entreprises d'engrais au monde qui concurrence directement les entreprises russes d'engrais à l'échelle mondiale. Le gouvernement norvégien est un actionnaire important de Yara, [avec une participation supérieure à 40 %](#). Le PDG de l'entreprise a été franc en soutenant que l'UE n'a pas pris suffisamment de mesures contre les fabricants russes d'engrais, et a directement fait [pression](#) pour l'imposition de sanctions plus importantes.



L'entreprise a également [déclaré](#) qu'elle retirerait les investissements européens si les engrais ne sont pas inclus dans le CBAM européen, ce qui signifierait effectivement que le marché de l'UE pour les engrais resterait plus ouvert.

La question ici est de savoir si des entreprises telles que Yara ont à cœur les intérêts des agriculteurs européens et de l'économie plus large de l'UE. Ou cherchent-elles simplement à tirer profit des sanctions contre la Russie ?

Conclusion

De notre point de vue, ces sanctions interfèrent avec le libre-échange et ignorent les conséquences réelles. En période d'incertitude commerciale, le monde a besoin de davantage de commerce ouvert, et non de moins. Immédiatement, cependant, la préoccupation des décideurs politiques européens est que ces interventions entraîneront une répétition claire de 2022, au cours de laquelle l'Europe a perdu de la capacité de production.

Au lieu de poursuivre des politiques protectionnistes qui punissent l'économie européenne, l'UE devrait s'engager activement dans le processus de paix lancé par les États-Unis en promouvant la diplomatie et des négociations multilatérales pour une résolution pacifique du conflit. Cela peut en effet être fait sans compromettre la protection prioritaire de ses propres citoyens et la sécurité alimentaire, ni en sacrifiant la liberté économique. Telle est la position que le centre-droit européen devrait adopter.

Ce n'est qu'en évitant les échecs historiques de l'interventionnisme étatique et les sanctions inutiles déjà testées dans le passé, que nous pouvons sauvegarder le libre marché et la compétitivité, contenir l'inflation et soutenir la croissance de la zone euro.

